

misération à l'adresse des auteurs de cette entreprise. Ne paraît-il pas vain, en effet, de se torturer les méninges à propos des règles sociales que les travailleurs auront à faire respecter, une fois la révolution accomplie, alors que les travailleurs ne marchent nullement à la lutte finale, mais cèdent pas à pas le terrain conquis devant la réaction triomphante ? D'autre part, tout n'a-t-il pas été dit à ce sujet par les Congrès de l'I. C. ? Ne conviendrait-il pas de préférer à de telles savantasseries, la recherche de moyens susceptibles de pouvoir déterminer un arrêt dans le mouvement de retraite du prolétariat ? Bien sûr, à ceux pour qui toute la science de la révolution consiste à discerner toute la gamme des manœuvres à faire accomplir par les masses, l'entreprise doit apparaître particulièrement oiseuse. Mais à ceux qui considèrent que la précision des buts de la lutte est une des fonctions essentielles de tout mouvement d'émancipation et que les formes de cette lutte, son mécanisme et les lois qui la régissent, ne peuvent être mis complètement à jour que dans la mesure ou se précisent les buts finaux à atteindre, en d'autres termes, que les lois de la révolution se dégagent de plus en plus nettement selon que la conscience des travailleurs grandit, — pour ceux-là l'effort théorique pour définir exactement ce que sera la dictature du prolétariat apparaît comme une tâche d'une primordiale nécessité.

Nous essayerons, dans un deuxième article de formuler une appréciation sur la méthode d'exposition et les solutions apportées.

LE POINT DE DEPART DES PRINCIPES DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTES.

La cause de l'exploitation des travailleurs dans le régime capitaliste réside dans le fait que le travailleur se trouve séparé des moyens de production. D'une part, nous avons les moyens de production, propriété des capitalistes, d'autre part, le travailleur disposant de sa force travail, mais qui ne peut affecter directement cette force travail à des fins productives; pour le faire il est forcé de vendre, cette force travail (pour un salaire) au détenteur des moyens de production, au capitaliste. Disposant des moyens de production, le capitaliste disposera aussi du résultat de l'effort productif du travailleur, à qui il ne retournera com-

me prix de son travail, qu'une partie seulement du résultat de son effort, gardant pour lui le reste. C'est donc parce que les moyens de production (outils, machines, usines, etc.) se trouvent en d'autres mains que celles qui sont appelées à les mettre en œuvre, c'est donc là la cause déterminante de l'assujettissement économique de la classe ouvrière et qui fait que, en dépit de l'égalité politique si souvent proclamée, elle reste une classe sans droits, exploitée, dominée.

Pour émanciper la classe ouvrière, il faut donc lever cette séparation entre le travail et les moyens de production. Il faut remettre les moyens de production entre les mains de ceux qui les actionnent, les travailleurs. Les moyens de production doivent donc devenir la propriété collective des travailleurs. Cependant il convient de remarquer immédiatement que « le régime » de propriété collective des moyens de production qui ne garantirait pas aux masses le droit de disposer de ces moyens, manquerait complètement son but ».

Ce n'est que le moyen pour permettre aux travailleurs de disposer des moyens de production et par là du produit du travail collectif. Il est nécessaire d'appuyer sur ce fait. Une erreur assez répandue consiste à croire que l'abolition de la propriété privée des moyens de production doit automatiquement amener la disparition de toute exploitation pour le prolétariat. Il n'en est pas ainsi. Pour que l'exploitation soit abolie, il faut que la mise en communauté des moyens de production accorde aux travailleurs le droit de disposer de ces moyens et par là de disposer des résultats du travail. C'est alors seulement qu'il est possible de parler de la disparition du salariat. La condition essentielle pour disposer en commun de l'appareil de production, c'est de faire se dérouler la production sous le régime de la propriété collective, selon des normes générales applicables à toute forme d'activité sociale. C'est alors seulement qu'il est possible d'agir et de décider en commun. C'est seulement de cette façon qu'il est possible de jeter les bases de l'« Association des producteurs libres et égaux ». Une telle révolution ne peut être

accomplie que par la classe ouvrière organisée sur la base des organisations d'entreprises et des conseils d'ouvriers.

COMMENT LA SOCIAL-DEMOCRATIE « REVISE » LE MARXISME

Le marxisme voit la socialisation du travail dans le fait que la « production de marchandises » est devenue la forme de production la plus répandue. Le nombre de producteurs (aussi dans l'agriculture) travaillant pour le marché s'accroît toujours davantage. Chacun produit des marchandises qu'il ne consomme pas lui-même. On travaille donc non pour soi, mais pour autrui, ou pour mieux dire, on travaille pour la société. C'est dans ce sens que le capitalisme rend la société « mûre » pour le socialisme.

La social-démocratie (et les Comm. Internat. hollandais considèrent les bolchéviques comme un tronçon radical de la social-démocratie) a vu dans le développement des trusts, des cartels et des syndicats de production capitaliste, le fait essentiel de la socialisation de la production. En réalité, ce ne sont là que les formes qu'a prise l'organisation de la production capitaliste. La social-démocratie confondait deux choses essentiellement différentes : le développement de la production qui transformait le travail des différents producteurs, jadis indépendants, en du travail social et, deuxièmement, les formes d'organisation capitaliste de cette production. Toujours est-il que cette confusion devait se refléter dans la façon dont la social-démocratie concevait la production communiste. Le trust vertical devenait la forme idéale de cette production. Lénine s'exprimait ainsi : « L'économie entière organisée sur le modèle de la poste... telle est notre première tâche ». (Etat et Révolution). Il se rencontrait en ce point avec Parvus, Hilferding et d'autres qui concevaient la production socialiste comme le résultat final du mouvement poussant à la trustification générale à laquelle il aurait suffi d'arracher la direction capitaliste et d'y substituer une direction socialiste — ce qu'on considérait qui devait s'accomplir en plaçant la production trustifiée sous le contrôle de l'Etat

démocratique socialiste, — pour la transformer en un organisme travaillant pour le compte de la collectivité.

Quoique Marx ne se soit pas attardé à dépendre l'organisation de la production communiste, on sait qu'il concevait la réglementation de la production « non comme une fonction de l'Etat, mais comme devant se réaliser par la liaison entre les associations libres de la société socialiste ». Le réformiste Cunow pensait que c'était là un emprunt fait par Marx aux courants anarcho-libéraux de son temps. Selon Marx la gestion de la production et de la réglementation étaient dévolues aux producteurs et consommateurs eux-mêmes (sans passer par l'intermédiaire de l'Etat). C'était d'ailleurs à ce point de vue que se plaça la social-démocratie allemande vers 1880-90. Ce n'est que plus tard, vers 1900, sous l'impulsion de la lutte pour les réformes, que ce point de vue fut modifié et que la « nationalisation » des moyens de production figura au programme socialiste.

La révolution russe se déroula aussi selon le schéma de la « nationalisation » par l'Etat. Les entreprises furent classées en entreprises « mûres » pour la nationalisation et « non mûres ». En 1917, les travailleurs, sans se soucier le moins du monde de cette classification commencèrent à expropriar les capitalistes, au grand dam du Parti Communiste qui ne voulait nationaliser que les entreprises susceptibles de pouvoir être dirigées par un organisme central de direction créé à cet effet. Le Parti Communiste édicta des mesures auxquelles les travailleurs eurent à se tenir. Toutes les entreprises qui ne pouvaient être dirigées par le Conseil Supérieur Economique devaient être remises entre les mains de leurs propriétaires. Quant aux entreprises nationalisées, la direction en fut confiée au Conseil Supérieur Economique. Le Parti Communiste s'imaginait donc qu'il suffisait de chasser les anciens capitaines d'industrie et d'en confier la direction aux « hommes de science », « intellectuels », statisticiens pour réaliser le communisme.

Mais une telle « nationalisation » ne peut aboutir à autre chose qu'à créer un nouvel